



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Attractivité - Épidémie de Covid-19 - Soutien aux entreprises du commerce de proximité, de l'artisanat et du tourisme - Fonds régional L'OCCAL Loyers - Modification des critères d'attribution - Approbation

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

L'économie locale est fortement touchée par la crise sanitaire traversée depuis le mois de mars. Le tissu économique est essentiellement composé de petites entreprises de proximité, qui en font la diversité et la qualité : commerce, artisanat et professions du tourisme qui sont également les secteurs les plus durement touchés à la suite des fermetures imposées et aux limitations de déplacements / regroupements.

Le Fonds L'OCCAL a été mis en place à l'initiative de la Région Occitanie pour accompagner la relance du secteur du tourisme, du commerce et de l'artisanat de proximité à la suite de la pandémie Covid-19.

Dans une logique de solidarité territoriale à l'échelle régionale, le Fonds L'OCCAL est mis en œuvre sur le périmètre de la Métropole en partenariat entre :

- la Région Occitanie,
- le Département de l'Hérault,
- Montpellier Méditerranée Métropole,
- la Banque des Territoires.

Montpellier Méditerranée Métropole a participé à cette action, en abondant le Fonds L'OCCAL à hauteur de 1 million d'euros. La Métropole fait également partie des comités techniques et du comité d'engagement au côté de l'ensemble des partenaires territoriaux. Cette participation a été actée par une convention de partenariat, approuvée par délibération n° M2020-132 en date du 31 juillet 2020.

Dans le cadre des mesures de fermeture administrative d'un certain nombre de commerces prises en application du décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a conventionné avec la Région, par la délibération n° M2020-344 en date du 23 novembre 2020, afin de créer un nouveau volet au fonds : le dispositif L'OCCAL-LOYERS.

Ce volet spécifique du fonds L'OCCAL a pour objectif d'apporter une aide aux loyers aux commerces indépendants ayant un local commercial ouvert au public et cinémas indépendants du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole au titre du mois de novembre ou décembre 2020 selon le choix de l'entreprise. L'instruction des demandes est assurée par les services de la Région.

Les bénéficiaires de l'aide étaient initialement limités à une liste précise de codes APE afin d'automatiser le traitement des dossiers. De manière à se rapprocher des besoins réels des entreprises, il est proposé d'élargir cette liste et de rajouter une possibilité d'aide au cas par cas pour les autres codes APE. Ces modifications ont pour objet de répondre au mieux aux attentes des entreprises.

La participation de Montpellier Méditerranée Métropole au titre du dispositif volet L'OCCAL-LOYERS sera effectuée sur l'enveloppe globale de 1 million d'euros prévue pour le fonds L'OCCAL.

En conséquence il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le principe d'un règlement qui s'adapte à la crise économique engendrée par l'épidémie de COVID-19 ;
- d'approuver les modifications de l'annexe « critères L'OCCAL-LOYERS » de la convention de partenariat avec la Région relative au fonds L'OCCAL-LOYERS ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Joël RAYMOND.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-153281-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe - Fiche-critères LOCCAL-Loyers.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.